

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Metz, le 18/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCCRAM - ENGIE RESEAUX

Direction des confluences- Le Technipole I- Bât A
229 rue de la fontaine
94120 Fontenay-Sous-Bois

Références : d3i 2025-794
Code AIOT : 0005701477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement SOCCRAM - ENGIE RESEAUX implanté Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCRAM - ENGIE RESEAUX
- Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims
- Code AIOT : 0005701477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCCRAM (filiale d'ENGIE Solutions) exploite une chaufferie constituée de 7 chaudières installées en parallèle pour assurer la production d'eau chaude surchauffée vers le réseau de chaleur de la Croix Rouge sur la commune de Reims, pour une puissance thermique de 145,1 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi du vieillissement des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Dossier de suivi de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Etat initial de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II	Demande d'action corrective	1 mois
6	Scénarios accidentels pouvant avoir des effets hors site	Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection mentionnée en objet a porté, par sondage, sur l'application de la réglementation relative à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements présents au sein de la chaufferie exploitée par la société SOCCRAM, située sur le territoire de la commune de Reims (51100).

Les vérifications menées ont mis en évidence plusieurs manquements. En conséquence, des actions correctives doivent être engagées dans un délai maîtrisé concernant le suivi du vieillissement des tuyauteries de gaz naturel de l'établissement. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est ainsi proposé à la signature de Monsieur le préfet de la Marne.

Par ailleurs, l'exploitant a été invité à fournir des éléments complémentaires, notamment sur la méthode de vérification de l'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel, le périmètre des équipements concernés par la réglementation relative au vieillissement, ainsi que sur les distances d'effets associées à certains scénarios accidentels au niveau des chaudières.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du vieillissement des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux [...] tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...] Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et [...] - les tuyauteries [...] visées par l'arrêté du [20 novembre 2017] susvisé. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié, au sein de son établissement, d'équipements soumis à la réglementation relative au vieillissement des tuyauteries. Or, l'Inspection a constaté la présence, dans le local bois B, d'une tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar. Conformément à l'étude de dangers de l'exploitant, la défaillance de cette tuyauterie, en lien avec son vieillissement, est susceptible d'être à l'origine d'un accident, notamment par perte de confinement pouvant conduire à l'explosion d'un nuage de gaz naturel (phénomène dangereux n°2). Cette situation relève du critère de gravité "Important" défini par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. En conséquence, cette tuyauterie doit être considérée comme soumise à la réglementation relative au vieillissement des équipements. Par ailleurs, l'Inspection a relevé la présence, dans la chaufferie centrale abritant les chaudières alimentées en gaz naturel, des tuyauteries suivantes : - Événements G2 et G3 : diamètre nominal 25 - pression de service 5 bar, - Événement commun G2/G3 : diamètre nominal 50 - pression de service 5 bar,

<ul style="list-style-type: none"> - Tuyauteries G2 : diamètre nominaux 25, 65 et 100 - pression de service 5 bar, - Tuyauteries G3 : diamètre nominaux 25, 65 et 100 - pression de service 5 bar, - Tuyauteries G7 : diamètre nominaux 50 et 100 - pression de service 5 bar, - Tuyauterie G8 : diamètre nominal 100 - pression de service 5 bar. <p>Les études de dangers réalisées par l'exploitant en 2012 et 2015 concluent qu'en cas d'explosion consécutive à une fuite de gaz, les effets resteraient confinés à l'intérieur de l'établissement. Toutefois, compte tenu du volume de la chaufferie centrale, supérieur à celui du local bois B, il existe un risque que les tuyauteries concernées soient également soumises à la réglementation mentionnée ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de ces éléments, l'exploitant est invité à justifier qu'une défaillance des tuyauteries de gaz naturel de la chaufferie centrale, en lien avec leur vieillissement, n'est pas susceptible de provoquer, par perte de confinement, un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.</p> <p>Cette analyse devra s'appuyer, a minima, sur les abaques figurant dans le guide INERIS du 19 décembre 2016, référencé DRA-71 - opération A2, relatif à la prise en compte des chaudières industrielles dans la rédaction d'une étude de dangers, et préciser les hypothèses retenues (notamment le volume du bâtiment, la nature des parois - béton, bardage, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Dossier de suivi de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p>

L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas élaboré le dossier susmentionné pour la tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar située dans le local bois B.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat initial de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie [...] à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. [...]
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de l'état initial requis pour la tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar, située dans le local bois B.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [...] L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]
Article 8 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection [...] est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation

de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].

6.1 du guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation référencé DT96 de janvier 2012 :

[...] Le cas échéant, la valeur la plus sévère est retenue pour définir la classe :

- classe 1 : tuyauteries avec le plus haut potentiel de danger en cas de fuite :

- o susceptibles d'être à l'origine par perte de confinement d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 ou

- o véhiculant un fluide du groupe 1 extrêmement inflammable, explosif ou très toxique ou

- o en zone de sensibilité environnementale de 5 ;

- classe 2 : tuyauteries véhiculant un autre fluide du groupe 1 ou en zone de sensibilité environnementale de 4 ;

- classe 3 : tuyauteries véhiculant un fluide du groupe 2 en zone de sensibilité environnementale de 2 ou 3 [...].

Pour chaque mode de dégradation identifié et son évolution prévisible, on associe des contrôles adaptés et une périodicité de contrôle en fonction de la classe.

La périodicité des contrôles doit tenir compte des résultats des derniers contrôles réalisés ainsi que du [retour d'expérience] [...].

En l'absence de méthodologie RBI, les périodicités maximales sont définies comme suit :

- classe 1 : 60 mois

- classe 2 : 108 mois

- classe 3 : 144 mois

- classe 4 : adaptée au cas par cas [...]

Constats :

L'Inspection constate que l'exploitant ne dispose pas du plan d'inspection ni de la stratégie de contrôle exigés pour la tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar, située dans le local bois B.

Or, comme mentionné précédemment, cette tuyauterie est soumise à la réglementation relative au vieillissement des équipements au regard de la gravité potentielle d'un accident identifié dans l'étude de dangers.

En l'absence de ces éléments, l'exploitant ne respecte pas les exigences fixées par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, notamment en ce qui concerne la maîtrise des risques liés au vieillissement des équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle d'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel au moyen de la méthode du mille bulles, ciblant principalement les soudures et les brides des équipements. Toutefois, cette approche ne couvre pas l'ensemble des points singuliers de la tuyauterie, tels que les supports, les points de flexion, les piquages, ou les zones de contact avec des éléments extérieurs (passage mural notamment).</p> <p>Cette limitation du périmètre de contrôle présente un risque en ce que certaines zones de la tuyauterie, potentiellement sensibles aux contraintes mécaniques, à la corrosion ou susceptibles de comporter des défauts d'assemblage, ne fassent pas l'objet d'une vérification .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection de l'environnement demande à l'exploitant de revoir son mode opératoire relatif à la vérification de l'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel afin de lever le risque identifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Scénarios accidentels pouvant avoir des effets hors site

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le guide INERIS référencé DRA-71 - opération A2 du 19 décembre 2016, relatif à la prise en compte des chaudières industrielles dans les études de dangers, identifie plusieurs scénarios types liés au risque d'explosion, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une explosion au niveau de la chambre de combustion ; • un BLEVE d'une capacité contenant de l'eau. <p>Selon les hypothèses retenues, ces scénarios peuvent générer, d'après les abaques du guide précité, les distances d'effets suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone de dangers très graves pour la vie humaine (SELS) : entre 5 et 50 mètres ; • zone de dangers graves (SEL) : entre 10 et 60 mètres ; • zone de dangers significatifs (SEI) : entre 25 et 140 mètres.

Or, lors de la visite, l'Inspection a constaté que plusieurs bâtiments de la chaufferie sont implantés à proximité immédiate des limites de l'établissement. À titre d'exemple, le bâtiment bois B est situé à environ 20 mètres de la déchetterie de la Croix Rouge, tandis que la chaufferie centrale se trouve à environ 30 mètres de l'avenue du Maréchal Juin.

Par ailleurs, l'Inspection a relevé la présence, au sein de l'établissement, d'un stockage de bouteilles de gaz de pétrole liquéfié (GPL), positionné à proximité immédiate des voies de circulation internes. Ce stockage n'est pas mentionné dans l'étude de dangers transmise par l'exploitant.

Or, selon le guide INERIS relatif à la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études de dangers, un scénario de ruine de deux bouteilles de GPL peut entraîner une zone d'effet de surpression (bris de vitres avec effets indirects sur l'homme) s'étendant entre 60 et 170 mètres. Le stockage concerné étant situé à environ 60 mètres de la déchetterie de la Croix Rouge et à environ 70 mètres de la place des combattants d'A.F.N, les effets d'un tel événement accidentel pourraient donc s'étendre au-delà des limites de l'établissement.

En conséquence, l'absence d'analyse de ces scénarios dans l'étude de dangers actuelle constitue un manquement, et ne permet pas de démontrer que les effets des phénomènes dangereux associés à l'installation sont contenus à l'intérieur de l'emprise du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ces éléments, l'exploitant est invité à transmettre, sous trois mois, une note d'analyse se positionnant sur les conséquences des scénarios identifiés dans le guide INERIS DRA-71 - opération A2 du 19 décembre 2016, et notamment :

- l'explosion de la chambre de combustion ;
- le BLEVE d'une capacité contenant de l'eau.

Cette analyse devra s'appuyer, a minima, sur les abaques figurant dans le guide précité, et préciser clairement les hypothèses retenues : type et caractéristiques des équipements concernés (volume, pression de rupture, etc.), distances par rapport aux limites de l'établissement, ainsi que toute donnée technique pertinente.

Par ailleurs, l'exploitant devra également analyser au sein de la note susmentionnée les conséquences de l'ensemble des scénarios accidentels possibles relatifs aux bouteilles de gaz de pétrole liquéfié (GPL), en s'appuyant notamment sur les éléments méthodologiques du guide INERIS relatif à la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études de dangers, ou en justifiant les écarts méthodologiques par rapport à ce dernier. Cette analyse devra également préciser les hypothèses retenues et démontrer, le cas échéant, l'absence d'effet significatif au-delà de l'emprise du site.

En fonction des résultats de cette note d'analyse, l'exploitant devra mettre à jour son étude de dangers sous un délai maîtrisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois